

Démarche initiatique

Liberté

Justice

le Droit Humain

fédération française

Travail

Mixité

Internationalisme

Émission radio du 30 janvier 2005

Solidarité

COLLOQUE DU 21 MAI 2005

SE CONSTRUIRE ET CONSTRUIRE, AUTREMENT

A.B. : Marc HENRY, vous êtes membre de la Grande Loge de France. Ce n'est pas à ce titre que vous participez à cette émission, mais parce que vous êtes journaliste. Je vous donne la parole.

Nous recevons aujourd'hui Marie-Noëlle DAVILLER, Président du Conseil National de la Fédération Française du Droit Humain, Michel PAYEN, ainsi que Madame Christiane TAUBIRA, députée de Guyane. Nous allons parler du colloque organisé par le Droit-Humain en mai prochain. Pouvez-vous nous en dire quelques mots très généraux ?

M. N. D. : Nous organisons, effectivement le colloque sur « Se construire et construire, autrement » qui aura lieu de 21 mai 2005 au Palais des Congrès à Paris et aujourd'hui, nous allons essentiellement parler d'une table ronde qui aura lieu sur « les solidarités à construire, ici et dans le monde » à laquelle participera Madame TAUBIRA...

Nous avons un sujet, si j'ose dire, d'actualité puisqu'il s'agit de ces catastrophes qui sont arrivées en Asie, avec toute une solidarité qui s'est mise en place. Christiane TAUBIRA, peut-on parler de solidarité ou de charité dans l'état actuel des choses ?

C. T. : Il est important, en effet, de faire la nuance. Dans l'état actuel des choses, ce sont surtout des actes de charité qui sont mis en place puisque le moteur est la compassion. Nous sommes troublés, nous sommes blessés, nous sommes en souffrance nous-mêmes de voir ces souffrances subies par ces personnes, des enfants, des femmes, des personnes âgées, des hommes, même, en pleine force... Nous voyons leur souffrance et nous nous sentons concernés et notre réaction immédiate est de les aider par les moyens qui sont à notre disposition. On peut ne pas l'appeler forcément « charité » puisque ce terme est très connoté religieusement mais il n'empêche que c'est un acte émotionnel. C'est la réaction immédiate. La solidarité, c'est tout autre chose, c'est comprendre l'autre, c'est, éventuellement, l'accompagner longtemps dans ses propres démarches pour se construire et se reconstruire, c'est respecter ses valeurs, ses contraintes à lui et c'est aussi, évidemment, nous remettre en question.

Il y a beaucoup, beaucoup à faire dans ce domaine et la solidarité suppose donc, si je vous entends bien, un travail à long terme. Et vous avez, vous, Michel PAYEN, mis en place dans votre établissement une première action, de solidarité, justement...

M. P. : Oui, notre souci a été d'éviter cet écueil de l'instantané qui dédouane la conscience à bon compte pour installer les choses dans la durée. Il existe, dans les établissements scolaires, dans les lycées en particulier, un conseil de la « vie lycéenne » qui est une instance qui peut permettre de travailler dans la durée puisqu'elle est permanente et, donc, au travers du conseil de la vie lycéenne dans mon établissement nous mettons en place un suivi... Notre premier travail consistera à instaurer une relation avec une organisation, je pense que ce sera une O.N.G. Nous avons sélectionné celle qui nous permettrait ce type de travail et un suivi. Dans un premier temps, il s'agira effectivement de la générosité et, ensuite, d'une relation, éventuellement, des parrainages... Rendez-vous l'année prochaine, au mois de janvier, pour un premier anniversaire triste, mais il sera important de marquer cette étape.

Pouvez-vous rappeler le nom de cet établissement et les fonctions que vous y occupez ?

M. P. : C'est le lycée Janson de Sailly, à Paris, qui a une population qui a des moyens mais aussi une grande spontanéité dans ce domaine. Les élèves sont venus me trouver, très rapidement, en faisant des propositions. Nous avons discuté et recadré les choses de cette façon. Il est important que dans les lycées, la démocratie puisse vivre de cette façon et je pense que l'essentiel de l'éthique de l'en-

seignement est fondée là-dessus. Au départ, c'est une relation inégalitaire : il y a un maître qui sait et un élève qui apprend. À partir de là, le maître a des obligations, des devoirs qui sont très importants et c'est toute une éthique qui n'est, à mon avis, pas assez intégrée dans la formation des maîtres. Le maître doit pouvoir se dire, quand il aborde une classe, « je dois tout à ceux qui sont devant moi, ils ne me doivent rien ».

Ce qui n'est pas facile, tout de même, il faut bien le reconnaître. Alors, ce que vous dites là nous amène à un autre « versant » de notre conversation commune : vous parlez des élèves, vous parlez du maître, donc des générations différentes et je pense qu'il y a aussi une solidarité à établir entre les différentes générations...

M. N. D : C'est vrai que, actuellement, nous pouvons dire qu'il doit exister une solidarité inter générations et inter âges puisque nous vivons une situation tout à fait particulière. Quatre générations peuvent être ensemble, non pas obligatoirement dans un même lieu mais, au moins, peuvent cohabiter et avoir des relations internes à ces générations. Ce qui nous semble le plus important de développer, c'est surtout la transmission des valeurs des plus anciens vis-à-vis des plus jeunes, notamment, pour les amener vers l'autonomie et penser par eux-mêmes par un long apprentissage et, aussi, prendre du recul par rapport aux événements que les uns et les autres ont pu vivre. L'enrichissement mutuel peut se faire des plus jeunes vers les plus anciens, et, aussi des plus anciens vers les plus jeunes de façon à ce que cette solidarité s'instaure les uns par rapport aux autres.

Christiane TAUBIRA, vous avez travaillé sur ces questions de solidarité inter générationnelle. On se rend compte qu'il y a quelques difficultés, parfois, parce qu'il faudrait dans certains cas, et vous en avez énuméré un certain nombre, sortir de ce schéma familial habituel pour pouvoir évoluer...

C. T. : La famille, de toutes façons, est inscrite dans la société. Elle est imprégnée de l'histoire de la société, de l'échelle de la société et la solidarité entre générations est liée, évidemment, aux cultures. Dans le cas qui nous interpelle en ce moment, les difficultés des populations d'Asie du Sud-est, on se rend bien compte qu'il y a aussi, un peu, la culture comme « écran » en quelque sorte. Lorsqu'on fait de la solidarité internationale, on doit comprendre que les personnes vers qui on se tourne, ces personnes qu'on prétend aider, sont des personnes à part entière et on doit respecter l'autonomie de ces sujets là. On doit respecter leur liberté, on doit surtout respecter leur culture et comprendre que notre mode de consommation, notre comportement, n'est pas la référence universelle unique et que nous avons à articuler notre conception de l'aide, du soutien, de la solidarité, avec la leur. Toutes les sociétés ont inventé des structures de solidarité... On connaît mieux, en France, les coopératives, les mutuelles etc. Dans les pays dits du tiers monde, dans les pays « pauvres », il y a ce qu'on appelle les « tontines », qui sont des associations de citoyens qui se regroupent. Il y a les micro crédits, mis en place depuis plus d'une vingtaine d'années maintenant. Il y a des formules adaptées à la situation matérielle, aux contraintes d'environnement et, aussi, aux ambitions des personnes qui sont là. Tout cela est très imprégné culturellement. Lorsque nous faisons de la solidarité pour changer, justement, de la compassion, de la charité, de la générosité qui est dans l'immédiateté, nous avons à prendre tout cela en compte, et c'est la différence entre l'humanitaire et la coopération, par exemple, entre le fait d'aider, dans l'émotionnel et le fait de soutenir dans la durée.

Peut-il y avoir, selon vous, dans notre vision à nous, occidentaux, des effets pervers à cette solidarité ?

C. T. : Des effets pervers considérables... On s'est rendu compte par exemple que l'aide qui a consisté à apporter des céréales d'Europe à des pays qui étaient en difficulté face à la famine, à des désastres naturels, etc. a complètement changé leur mode de consommation, les a rendus extrêmement dépendants des marchés européens, sauf que souvent, ces populations ne sont pas solvables, et ne peuvent pas acheter les produits des marchés européens. Le riz, par exemple, a remplacé le mil, a remplacé des céréales locales et les habitudes de consommation ont changé ce qui est extrêmement pervers parce qu'au lieu de respecter l'autonomie du sujet, on en vient à organiser sa dépendance.

N'a t-on pas, dans ce cas là, à mener un combat contre les multinationales et leurs intérêts très particuliers ?

C. T. : Contre les sentiments que nous avons nous-mêmes, aussi, et qui sont des sentiments que je dirais, avec un peu de violence, « sirupeux ». On est à l'aise dans son confort et on se sent assez puissant pour aider l'autre sans se poser des questions sur l'autre, sur ce qu'il est, ce qu'il veut, ce qu'il souhaite et surtout sur sa vie qui va se poursuivre parce qu'on aide immédiatement mais la vie continue, pour l'autre et lorsque nous serons passé à un autre drame, à une autre distraction, l'autre continuera à être confronté à la faim, à la soif, à la nécessité de s'habiller, de se loger, de se soigner et, évidemment, autant que possible, de s'éduquer ou d'être éduqué. Donc il y a aussi ce sentiment à combattre chez nous... L'Europe est un modèle tout à fait intéressant, même si je ne l'idéalise pas parce que l'Europe a connu des milliers d'années de guerre, des guerres de religion, des guerres de culture, des guerres de civilisations, des guerres matérielles, lucratives etc. Mais c'est aussi un socle de valeurs humanistes extraordinaire et, surtout, l'Europe, par rapport à la configuration actuelle du monde, c'est probablement le lieu principal où on respecte ses engagements. L'Europe respecte les conventions internationales. Lorsqu'elle les transgresse, elle est mal à l'aise. Lorsque les États-Unis transgressent les conventions internationales, ils argumentent, ils conceptualisent, ils justifient. Pour cela, l'Europe reste précieuse pour le monde, aujourd'hui, mais l'Europe doit avoir l'humilité de comprendre qu'elle ne détient pas le seul modèle possible de vivre ensemble.

Vous parliez de continuité, et c'est une vraie question. Quelques milliards d'Euros vont être investis en Asie suite à ce cataclysme. Peut-on espérer qu'ils vont effectivement être versés à ceux à qui ils sont destinés ?

C. T. : Il faut le souhaiter... On sait qu'il y a une déperdition considérable dans l'aide en général, qu'il y a une part extrêmement importante qui est consommée par ceux qui donnent l'aide... les sociétés de transport profitent des associations venant des pays qui offrent l'aide... Il y a donc toute une série de mécanismes, de circuits, qui font qu'une partie de l'aide est absorbée par les pays donateurs. C'est cela qu'il faut assainir au niveau de la gestion. C'est un problème économique, un problème de gestion qu'on peut résoudre. Il y a, aussi, les effets d'annonce faits sur les aides qui sont de plus en plus assimilés à des mécanismes de prestige. Les gouvernements font de la surenchère « moi je donne, moi je suis généreux... donc je vous annonce des milliards » et on se rend compte, au bout du processus, que, non seulement l'aide annoncée n'est pas totalement versée, mais que, bien souvent, cette aide vient parasiter des aides, des prêts ou des dons qui existaient déjà et qu'on remet dans le « pot » qu'ils viennent gonfler. Et puis, finalement, on table sur l'oubli parce que, malheureusement, le citoyen manque de vigilance dans la continuité, dans la durée... Dans deux / trois mois, il sera pris par une autre catastrophe dans le monde, une catastrophe naturelle, un génocide, une guerre, une violence, une famine... Il sera pris par autre chose, et il ne vérifiera pas si nous avons tenu notre parole. Il nous faut une vraie vigilance civique pour obliger nos gouvernements à respecter leur parole parce qu'ils nous engagent, que nous avons beaucoup d'honneur et de dignité et que nous voulons qu'ils respectent les engagements pris.

De quels moyens dispose un citoyen ou une citoyenne pour faire en sorte que les choses se fassent ?

C. T. : Il a des moyens qu'il utilise déjà, malheureusement l'efficacité de ces moyens n'est pas inscrite dans la loi. Il a le moyen de la pétition, il a le moyen de la manifestation, il a le moyen des associations qui interpellent... Il a quelques moyens, mais dans la loi, ce qu'on a appelé la démocratie participative, c'est-à-dire le droit de pétition, l'initiative, le référendum d'initiative citoyenne, ces moyens qui auraient permis au citoyen de contraindre les institutions publiques à tenir compte de ses demandes, de ses revendications, de ses doléances, ces moyens-là ne sont malheureusement pas inscrits dans les textes. Il n'empêche que c'est un rapport de force et que si les citoyens sont mobilisés on se rend bien compte que les gouvernements et les institutions publiques, parlement et autres, sont obligés d'en tenir compte.

Il faut donc s'organiser pour réussir à faire bouger les choses. S'organiser, c'est également la difficulté pour toutes les associations, apparemment, à mettre une logistique en place pour que les choses se fassent en Asie, mais dans un cadre plus général qui est celui de notre propos, aujourd'hui, sur la solidarité : comment organiser les solidarités ?

M. N. D. : Nous essayons d'organiser ces solidarités au travers des questions que nous travaillons dans nos différentes loges, notamment pour faire en sorte que chacun d'entre nous puisse réfléchir, en tant que citoyen, comment il pourrait s'engager dans des situations ou dans des actions qui pourraient construire ces solidarités. Chacun essaye d'apporter sa contribution. Pour notre part, nous avons essayé d'apporter notre contribution dans les solidarités de cette Europe en construction, ce qui doit aussi nous amener à dire que les pays qui ont initié la construction européenne doivent être solidaires de ceux qui arrivent et essayer de monter ces pays par le haut de façon à les amener aussi bien à la démocratie qu'à un niveau d'instruction et d'éducation ou à un niveau sanitaire et social le plus élevé possible, et que tout le travail que nous essayons de faire c'est bien de rendre chacun d'entre nous, en tant que citoyen, responsable des actions qu'il va pouvoir engager pour aider et apporter les collaborations les plus importantes avec ces pays qui nous rejoignent.

C. T. : Nous avons à partager les connaissances scientifiques, nous avons à partager les capacités techniques, nous avons à partager la vigilance sur l'état de la planète, l'action, la discipline individuelle et collective. Nous sommes tous concernés par tout cela. Les solidarités s'organisent à tous les niveaux et on a toujours quelque chose à donner. On a soi-même à donner, on a un peu d'argent à donner, on a quelque chose en nature à donner, on a toujours à donner... J'aime beaucoup l'histoire de ces clochards de Copenhague qui se sont regroupés, et qui ont fait une quête entre eux : ils ont réussi à rassembler trois mille euros. Je trouve que ça a infiniment plus de poids que les milliards promis par les gouvernements parce que ces milliards, ils les prennent, évidemment, dans nos poches à tous. C'est une image qui est très belle, c'est un geste magnifique parce qu'il dit qu'on a toujours, même lorsqu'on est complètement démuné, quelque chose à donner. Comme actes de solidarité, il y a, dans l'immédiat à aider les personnes à reconstruire leur maison, à reconstruire très vite les écoles, très vite des hôpitaux, faire en sorte que très vite la vie normale reprenne le pas. Même si on connaît la résilience, c'est-à-dire la capacité de l'être humain à revivre après une tragédie, on sait qu'il faut quand même l'accompagner, qu'il faut l'aider. Il faut que, très vite, la vie normale reprenne son cours de façon à ce que les gens retrouvent des automatismes quotidiens, des gestes de tous les jours... Ça les aidera à guérir, mais ça ne suffit pas, je répète, il faut partager, le savoir, notamment.

Merci, Christiane TAUBIRA, il y a beaucoup à dire, vous l'avez bien compris, les unes et les autres qui nous écoutez, sur ces solidarités mais l'heure approche du mot de la fin, Marie-Noëlle DAVILLER...

M. N. D. : En conclusion, je dirais, que dans nos sociétés qui sont en perpétuelle évolution, et qui s'interfèrent les unes par rapport aux autres, il est important, pour nous, de réfléchir sur ce que pourrait être l'humanité de demain avec le point central de la réflexion que nous avons, en franc-maçonnerie : l'humanisme, la dignité, le respect des uns et des autres, le pacifisme ainsi que l'amour des peuples. Ces nombreuses solidarités sont à construire, avec un fondement incontournable, qui est le respect des droits de l'homme, la nécessaire fraternité entre les différentes communautés.

C'est ce qui nous animera pendant cette journée du 21 mai 2005 à laquelle nous espérons que vous viendrez en grand nombre pour entendre tout ce que nous avons à vous dire sur ces solidarités à construire.

Marie-Noëlle DAVILLER, merci, Michel PAYEN, merci de votre venue, Astrid BALJOUX également, Madame Christiane TAUBIRA, merci de nous avoir consacré un peu de votre précieux temps.

A. B. : Pour venir travailler avec nous le 21 mai vous pouvez trouver tous les documents sur le site Internet www.droithumain-france.org.

Merci.